

The Analysis of Microfinance Institutions Efficiency by DEA Method: Case of MC 2 Network in Cameroon

Djontu Maurice Armand

Received: 11 December 2018 Accepted: 1 January 2019 Published: 15 January 2019

Abstract

L'objectif de cette étude est de mesurer le niveau de l'efficacité des Institutions de Microfinance (IMF) au Cameroun. Pour ce faire, nous avons appliqué sur un échantillon de 47 IMF appartenant au réseau la méthode non paramétrique Data Envelopment Analysis (DEA) pour calculer les différents scores d'efficacité. Les résultats globaux du modèle DEA montrent que les institutions de microfinance en réseau sont techniquement efficaces quel que soit l'hypothèse de rendement d'échelle retenue. Cette étude nous permet de connaître les niveaux de l'efficacité des IMF se trouvant au sein d'un même groupe.

Index terms— DEA, efficacité, IMF.

1 Introduction

Depuis l'avènement de la crise économique de la fin des années 80 et du début des années 90, qui ont apporté de profondes mutations dans l'environnement financier et l'ensemble des autres secteurs d'activités de l'économie camerounaise.

, le développement des services financiers apparaît de plus en plus comme un facteur majeur de lutte contre la pauvreté (Mondjeli, 2013). Dans cet ordre d'idées et du fait de la pauvreté grandissante dans les pays en voie de développement (PVD), les entreprises de micro finance jouent un rôle prépondérant en permettant l'accès aux services financiers d'un plus grand nombre de personnes et en particulier la couche la plus pauvre. La micro finance est donc un moyen efficace d'éradication de la pauvreté monétaire et non monétaire. L'intérêt que suscite cette dernière, au niveau international, est encore plus compréhensible quand on considère la proximité entre les objectifs globaux de la microfinance et les axes majeurs des objectifs du millénaire pour le développement (OMD). C'est le cas, notamment, en ce qui concerne l'éradication de l'extrême pauvreté et le renforcement des capacités des femmes. Son importance dans l'atteinte des OMD est d'autant plus grande que la communauté internationale en a fait de l'année 2005 l'année internationale du microcrédit, suivi par le décernement du Prix Nobel de la paix 2006 au professeur Muhammad Yunus. Le secteur de la microfinance au Cameroun a connu une croissance exponentielle au point qu'au 31 décembre 2008 (COBAC, 2008), les ressources disponibles dans les IMF du Cameroun s'élèvent à près de 258 milliards de FCFA contre 41 milliards au 31 décembre 2003. Par ailleurs, en dépit de l'augmentation du volume des dépôts et du montant des crédits octroyés par les IMF, leur activité d'intermédiation connaît deux difficultés majeures. En premier lieu, la qualité de portefeuille des IMF s'est dégradée. Les créances douteuses représentent plus du quart des encours accordés à la clientèle en 2008. En second lieu, le secteur de la micro-finance a produit la même année un résultat déficitaire agrégé de 5,567 milliards de FCFA (COBAC, 2008). Les difficultés sus-énoncées mettent en avant la question de la rentabilité financière voire de la pérennité des IMF. Aussi, les taux d'intérêts pratiqués restent élevés. En effet, les taux débiteurs et créditeurs moyens sont respectivement 21% et 4% pour une marge d'intermédiation moyenne de 17% (Kobou et al, 2010; Mondjeli, 2013). La cherté des taux d'intérêts débiteurs conduit à l'exclusion d'une frange de la population cible originelle des IMF créant ainsi un « crowding out effect ». Le constat qui se dégage de l'évolution de la micro finance au Cameroun est qu'en dépit de son émergence et de son relatif développement, la question d'efficacité demeure cruciale. L'efficacité d'une institution de micro-finance suppose que cette dernière utilise le minimum de ressources possible pour une production maximale (Nzongang et Kamdem, 2013). La première étude

montre que les institutions étudiées sont hétérogènes ou proviennent d'origines diverses ; ce qui rend difficile la généralisation des résultats. De même, elle évalue uniquement la performance financière et s'inspire aussi des ratios financiers traditionnels. La troisième et la quatrième étude, bien qu'analysant les IMF d'un même réseau ne mettent pas en relief les facteurs explicatifs de l'efficacité ou de l'inefficacité. La deuxième et la cinquième étudient les institutions dont l'âge varie de 0 à n années pourtant nous nous intéressons à celles ayant plus de cinq années d'existence.

Ces insuffisances fondent le socle de notre étude dans laquelle notre contribution majeure est que nous allons effectuer une analyse de l'efficacité globale des IMF du réseau. Ce qui nous permettra de faire ressortir la diversité des niveaux d'efficacité des IMF du réseau dans l'ensemble. La question se trouvant au cœur de notre travail est: quel est le degré d'efficacité des institutions de micro-finance du réseau des MC² ?

La suite de l'étude est organisée de la manière suivante. Le premier point fait une revue de la littérature sur la question. Le second point présente le cadre méthodologique de l'étude. Les résultats sont présentés et interprétés dans le troisième point. Nous finirons par la conclusion de l'étude et la proposition des recommandations.

II.

3 Revue de la Littérature

Cette revue de la littérature porte dans un premier temps sur le cadre théorique, et dans un second temps sur les travaux empiriques mettant en exergue l'interaction entre la performance sociale et la performance financière en vue de ressortir les niveaux d'efficacité des IMF au Cameroun en.

4 a) Revue théorique de la littérature

Plusieurs théories économiques peuvent contribuer à élucider les performances de la microfinance du point de vue des parties prenantes («stakeholders»), c'est-à-dire des organisations de microfinance et des bénéficiaires de leurs services financiers. L'analyse des forces et faiblesses de ces théories se fondera surtout sur le postulat selon lequel une organisation n'est qualifiée d'efficace que s'il n'en existe aucune autre dans laquelle chaque personne obtiendrait en moyenne de meilleurs résultats pour tous les modes de fonctionnement envisageables (Milgrom & Roberts, 1997, p. 33).

Le principal objectif de ce point est de dégager, au travers de divers courants théoriques explicatifs des performances en microfinance, les principaux indicateurs susceptibles à l'évaluation de l'efficacité des organisations de microfinance du réseau MC 2 .

On peut en effet observer plusieurs distorsions (dont le rationnement de crédit) entre le prêteur et l'emprunteur. Ces distorsions ont généralement pour cause l'asymétrie d'information et pour conséquence l'inefficacité l'intermédiation financière. Dans la relation de crédit, l'information apparaît en effet asymétriquement distribuée. On concevra aisément que l'emprunteur dispose d'une meilleure information que le prêteur sur les paramètres qui vont déterminer la rentabilité effective du projet et ensuite en gouverner le partage des revenus (Lobez, 1997). Conscient de ce que la transaction risque d'avoir lieu dans les conditions désavantageuses pour lui, le prêteur peut être amené à rationner le crédit. Cette manière de procéder présuppose l'existence d'une inefficacité allocative, car le risque est discriminé par les prix (Stiglitz & Weiss, 1981).

Face à ce problème, la microfinance propose quelques mécanismes dits « novateurs » en vue préserver l'efficacité du financement.

La théorie de la répression financière propose une première approche de l'efficacité des organisations de microfinance comparées aux institutions financières classiques. Elle explicite pour cela la notion de l'efficacité productive, la persistance du rationnement de crédit en microfinance. Elle trouve son origine dans les travaux de Kinnon et Shaw (1973) et Urley & Shaw (1956 et 1960). La répression financière se manifeste par un certain nombre des mesures restrictives qu'imposent les pouvoirs publics à l'exercice de l'activité financière dans une économie. Ces restrictions consistent essentiellement: en la fixation administrative des taux d'intérêts, en la constitution des coefficients des réserves obligatoires, en la régulation de la concurrence, au contrôle des changes.

De ces différentes mesures de répression financière, la politique délibérée de bas taux d'intérêt pratiquée dans la plupart des pays en développement a fait l'objet des plus larges débats (Ary Tanimoune, 2003; Assombe, 1987; Ermidis & al, 1991; Oumady;1999). Dans la plupart de ces pays, les gouvernements appliquent, souvent par l'entremise de la banque centrale, une politique de crédit sélective en faveur des secteurs dits prioritaires. Pour ce faire, ils fixent les taux d'intérêt débiteurs à un niveau bas et ce, pour l'ensemble de l'économie nationale. Au sens strict, la répression financière se manifeste donc par la fixation par les pouvoirs publics des taux d'intérêt en dessous du niveau d'équilibre. Envisagée sous l'angle des coûts, l'efficacité d'une IMF tient grosso modo à sa capacité à opérer un arbitrage entre risque et rentabilité, à couvrir en économie de marché, par le différentiel entre taux débiteur et taux créditeur (marge brute) les coûts de mobilisation de fonds, les coûts de gestion et de recouvrement des prêts ainsi que la prime de risque de l'intermédiaire financier sur les opérations de microcrédit (Mai Sale, 1997; Soulama, 2002, p. 43). Pour éviter que les IMF soient tentées de dissimuler leurs contreperformances en augmentant leurs taux d'intérêts débiteurs, ces taux peuvent être réglementés sous forme d'un seuil d'usure. Celui-ci est souvent fixé légèrement au-dessus des taux effectifs globaux des institutions réglementées.

Cette théorie est utilement complétée par celle des coûts de transaction qui enrichit l'analyse de l'efficacité productive et aborde des notions complémentaires telles les économies d'échelle. Pour justifier leur rôle de mécanisme de financement efficace en faveur des micro-entreprises, les IMF doivent occasionner un coût total inférieur à celui qu'implique le recours aux prêteurs individuels. Il est peu concevable qu'un système financier puisse être plus économe qu'un prêteur individuel en matière de coûts de transaction générés (Labie, 1999, p. 53). Il faut donc proposer des coûts financiers suffisamment inférieurs à ceux des prêteurs individuels afin de compenser le surcoût qui est engendré en coûts de transaction. Ainsi, l'efficacité productive des IMF, c'est-à-dire la profitabilité de leurs services financiers aux micro-entreprises sera prouvée. Il est à remarquer que l'accent n'est plus mis ici sur la nécessité d'imposer aux IMF un éventuel taux d'usure pour les inciter à plus d'efficacité, voire à la compétitivité. La théorie des coûts de transaction suggère plutôt l'adoption par les IMF d'un mode d'organisation leur permettant d'économiser sur ces coûts. Compte tenu de la forte spécificité des actifs en microfinance, certains modes d'organisation tels que l'internalisation des activités ou l'intégration verticale peuvent contribuer à réduire les coûts de transaction et donc à accroître l'efficacité productive des organisations de microfinance. Concrètement, on peut envisager de recourir aux fusions de certaines organisations de microfinance en vue de réduire leurs coûts. Il peut aussi s'agir de l'absorption des organisations de microfinance par des banques classiques ou même de fusions entre ces deux types d'organisations.

Enfin, la théorie des droits de propriété, abordant le problème de divergence d'intérêts entre les différentes parties prenantes en microfinance, fournit la base d'appréciation de la viabilité sociale interne et externe des organisations sous l'optique de la bonne gouvernance et donc de l'efficacité allocative. Les droits de propriété doivent être bien définis, cessibles et protégés pour pouvoir assurer une allocation optimale des ressources. Dans le domaine de la microfinance, cette notion n'intervient que pour les organisations qui détiennent un capital propre. Certaines ONG, qui n'en disposent pas ne se prêtent donc pas au type d'analyse. Quant aux institutions dont le capital appartient aux membres ou adhérents (les coopératives d'épargne et de crédit ainsi que les tontines mutuelles), elles s'illustrent en termes d'altération des droits de propriété. En effet, dans ces organisations, la cessibilité des titres de propriété émis (parts sociales ou parts d'intérêts) n'est pas assurée alors que la protection ou l'exclusivité est atténuée. En réalité, il n'y a pas cessibilité, car un adhérent ne peut pas vendre librement son titre (part d'intérêt) sur un marché équivalent d'une bourse de valeur -ou s'en défaire autrement que par le renoncement explicite auprès de l'organisation (COOPEC ou Tontines). Très souvent, il s'agit du retrait du membre (et donc de ses parts d'intérêt) de l'organisation. Cette incomplétude des marchés ne permet pas aux adhérents de gérer au mieux leurs revenus sur une période donnée et de les placer, au prix du marché, en tenant compte de l'incertitude des événements. Par ailleurs, les coopératives, en tant que « propriété » des membres qui les constituent (et qui sont en même temps leurs clients), ont tendance à proposer à ces derniers des prix de vente (taux d'intérêt) inférieurs à ceux qui permettraient de maximiser le profit. Dans de telles circonstances, il n'est pas envisageable d'augmenter la valeur de la firme (évaluée aux prix donnés par le marché). Même si cela n'est pas l'objectif poursuivi par ces institutions, il s'ensuit que les intérêts individuels des membres seront mal servis, car les investissements et placements ne se feront plus selon les préférences et anticipations propres à chaque membre.

En microfinance, on peut envisager la concentration des droits de propriété comme piste de solution à ce problème. Dans les coopératives et les tontines mutuelles, les membres élus en assemblée générale sont des gestionnaires. A ce titre, ils détiennent les droits de contrôle résiduels et en tant que propriétaires de la structure mise en place (association ou coopérative), ils sont requérants des bénéfices résiduels. Ainsi, le fait que ces fonctions de gestionnaires et de propriétaires soient simultanément remplies par un même groupe de « stakeholders » (« ici les propriétaires »), le risque d'expropriation (de la richesse des propriétaires par les gestionnaires) dû aux conflits d'intérêt est atténué, pourvu que ce groupe des gestionnaires -propriétaires - clients n'abusent pas de leurs prérogatives en s'arrogeant le maximum d'avantages au détriment des autres « stakeholders ». Dans la foulée, il en résulte une réduction des coûts directs d'agence ou des coûts de transaction. En définitive, la « bonne » gouvernance peut aider à éviter les inefficacités possibles aux IMF (quelle qu'en soit la forme juridique).

5 b) Revue empirique de la littérature

Du

6 Démarche Méthodologique

La méthodologie utilisée dans le cadre de cette étude comporte deux parties à savoir, dans un premier temps, l'échantillon de l'étude, la source des données et l'analyse descriptive ; puis dans un second temps, le cadre et la méthode d'analyse.

7 a) L'échantillon de l'étude, la source des données et l'analyse descriptive

8 Cadre méthodologique de la détermination des niveaux d'efficacité des IMF au Cameroun

L'estimation des niveaux d'efficacité des IMF est faite par la méthode DEA (Data Envelopment Analysis). En effet, l'efficacité des IMF a été étudiée à de nombreuses reprises à l'aide de cette méthode. Deux principales approches sont généralement utilisées pour mesurer l'efficacité d'une unité de production. Il s'agit de la méthode de l'efficacité productive basée sur la relation entre le principal et l'agent et la méthode de l'efficacité productive basée sur les frontières de production. Cette dernière approche qui nous intéresse ici se subdivise en deux grandes méthodes à savoir: la méthode paramétrique et la méthode non paramétrique.

La méthode paramétrique impose de connaître la forme fonctionnelle de la fonction de production. Or, la forme fonctionnelle de la fonction de production d'une IMF n'est pas à priori connue. Ainsi, nous retenons la méthode DEA dans la mesure où elle est généralement recommandée lorsque la forme fonctionnelle de l'entreprise n'est pas connue ou lorsque l'entreprise produit plusieurs outputs.

La méthode DEA, fondée sur la programmation linéaire, a pour objet d'identifier les fonctions de production empiriques. Elle a été développée pour la première fois par Charnes et al (1978) l'appellation de modèle CCR suppose que la fonction de production est à rendements constants et opte pour une orientation inputs. Elle a été prolongée par les travaux de Banker et al (1984) qui prend en compte les rendements d'échelle variables. La méthode DEA estime les niveaux d'efficacité d'une unité de production à partir de la fonction de distance. La fonction de distance, qui établit une relation entre la production observée et la production optimale (Shephard, 1970), est définie par l'équation suivante: Le coût reste lui aussi constant. Pour le cas des rendements d'échelle décroissants, nous avons 7 IMF dont la production varie de façon moins importante que la variation des facteurs de production utilisés. Ceci signifie que le coût marginal va en s'accroissant (plus on produit et plus il est coûteux de produire une unité supplémentaire) ou qu'il faut plus de facteurs pour produire une unité. Lorsque les rendements deviennent négatifs, on parle de «gaspillage d'échelle» ou «déséconomie d'échelle». $D_o(X_v, Y) = \min\{\lambda : \lambda E(X_v) \leq Y\}$ Où $D_o(X_v, Y)$

Les scores d'efficacité ainsi obtenus et analysés, il est question à présent de procéder à la conclusion et aux recommandations qui découlent de l'étude.

V.

9 Conclusion et Recommandations

Produite sur l'un des plus importants réseaux de micro finance au Cameroun, l'étude évalue les niveaux d'efficacité des IMF en combinant à la fois l'aspect social (ciblage des pauvres) et l'aspect financier (pérennité financière). Les analyses montrent que les IMF du réseau des MC² sont caractérisées par une diversité des niveaux d'efficacité. Ces IMF présentent globalement un niveau d'efficacité technique moyen de 80.40% et de 87.90% respectivement lorsque les hypothèses de rendements d'échelle constants et de rendements d'échelle variables sont avancées. Ceci nous pousse à dire qu'en moyenne, toutes les IMF de l'échantillon ont de bons résultats. Ces résultats rejoignent ceux de Nzongang et al (2012) et de Nzongang et Kamdem (2013). Il est aussi important pour nous de noter que dans l'ensemble, 36.17% (17 IMF/ 47) et 42.55% (20 IMF/47) des IMF de l'échantillon ont réalisé des performances de 100% sur toute la période de l'étude respectivement sous l'hypothèse des rendements d'échelle constants et l'hypothèse des rendements d'échelle variables.

La principale information que nous avons obtenue par DEA était les scores d'efficacité relative. Ces scores nous ont permis de procéder à un classement des IMF selon qu'elles étaient efficaces ou non. Notre première recommandation serait de procéder à ce classement de façon régulière, par exemple, à chaque fin d'exercice. Utiliser sur des années successives, l'évolution des scores donnerait une idée des progrès enregistrés pour chaque IMF. Les managers doivent également appliquer la méthodologie DEA à l'ensemble du réseau afin d'avoir une vue globale de l'efficacité des IMF le constituant. Les limites de cette étude, qui pourront constituer les pistes de recherches futures, sont liées au dynamisme de l'étude car compte tenu des données disponibles, notre étude n'a été faite que sur la base des données de l'année 2009 ; pourtant une étude dynamique sur plusieurs années aurait été très riche d'enseignements. Nous avons aussi et surtout à la difficulté d'obtenir les informations sur les états financiers des institutions de microfinance.

¹ Surliquidité des institutions de microfinance
² Toucher le maximum de pauvres
 © 2019 Global Journals

Une
année plus tard, Nzongang et Kamdem (2013)
aboutissent au même résultat dans leur étude sur la
problématique de l'efficacité des IMF du même réseau
(MC²). De ces résultats, nous pouvons formuler notre
hypothèse principale comme suit:
Hypothèse: les institutions de micro-finance du réseau
des mc² seraient techniquement efficaces dans
l'ensemble quelle que soit l'hypothèse de rendement
retenue.
III.

Figure 1:

The Analysis of Microfinance Institutions Efficiency by DEA Method: Case of MC2 Network in Cameroon
 Kribi Campo Loum rendements d'échelle constants et l'hypothèse des 0.544 0.893 Batouri 1.000 rendem

qu'il suit:

Balengou

Dans

Banka le cas des rendements d'éch

Mbalmayo croissants, nous constatons que la production de 21 1.000

Balengou IMF du réseau des MC² varie de façon plus importante 1.000

Yea Bamendou Foto Njinikom Niété que la variation des facteurs de production utilisés. La 0.610 0.932 0.74
 2019

Batouri

52

Bar

Volume

Tableau 3: Indicateurs de mesure Fonds d'établis

XIX

Is-

sue

V

Ver-

sion

I

(

)

C

Tableau 4: Baham IMF Manjo Melong Penka-Michel Bandjoun Bafia Bamendjou Bangou TPD Baboua

Journal

nal

of

Man-

age-

ment

and

Busi-

ness

Re-

search

Bangangté 19,60% (100% -80,40%) la quantité d'inputs utilisés. 0.483

Bafoussam

Zamengoé Djombé 5 Selon Nzongang (2011), les méthodes d'efficience permettent de 1.000 1.000 disting

Bali Fongo-Tongo Mbankomo techniquement efficaces entreprises allocativement efficaces sont celles d

© 2019 Global Journals 1

Figure 2: C

- [Cameroun] , Cameroun . *African Management Studies* 1 (1) p. .
- [Kobou et al. ()] , G Kobou , H Ngoa , S MOUNGOU . 2010.
- [Nzongang et al. ()] , J Nzongang , J R Kalakamdjou , I Piot-Lepetit , G R Omenguele , E Nishimikijimana . 2010.
- [Coelli ()] *A Guide to DEAP Version 2.1: A Data Envelopment Analysis (Computer) Program*, CEPA Working Paper 96/8, T J Coelli . 1996. Armidale NSW Australia. Department of Econometrics, University of New England
- [Cameroun] Cameroun . *Revue Sciences de Gestion, ISEOR*, 77 p. .
- [Greene ()] *Econometric Analysis*, W Greene . 1995. Prentice Hall. 158 p. pp. (4ème édition)
- [« L' »] 'efficacité du financement des micros et petites entreprises dans la lutte contre la pauvreté au Cameroun'. « L' » . *Economie appliquée*, n°1, 63 p. .
- [Efficience technique des IMF du réseau des Mutuelles Communautaires de Croissance (MC²) au] *Efficience technique des IMF du réseau des Mutuelles Communautaires de Croissance (MC²) au*,
- [Monkam and Simezadouo ()] *Etude sur les institutions de micro-finance au Cameroun*, A Monkam , P , Itambehako , E , Stopgni , M Simezadouo . 2001. (Rapport final, Banque Mondiale, Octobre)
- [Labie ()] *La microfinance en question. Limites et choix organisationnels*, Editions Luc Pire, Bruxelles/Fondation pour les générations futures, M Labie . 1999. 116.
- [Lobez ()] Frédéric Lobez . *Le rationnement du crédit: une synthèse* . *Finance*, 1988. 9 p. .
- [Charnes et al. ()] 'Measuring the Efficiency of Decision Making Units'. A Charnes , W W Cooper , E Rhodes . *European Journal of Operational Research* 1978. 2 p. .
- [Gutiérrez-Nieto et al. ()] 'Microfinance Institutions and Efficiency'. B Gutiérrez-Nieto , C Serrano-Cinca , C Mar-Molinero . *Omega -The International Journal of Management Science* 2005. 35 (2) p. .
- [Gutiérrez-Nieto et al. ()] 'Social efficiency in microfinance institutions'. B Gutiérrez-Nieto , C Serrano-Cinca , C Mar Molinero . *Journal of operational research society* 2009. 60 p. .
- [Banker et al. ()] 'Some Models for Estimating cTechnical and Scale Inefficiencies in Data Envelopment Analysis'. R D Banker , R F Charnes , W W Cooper . *Management Science* 1984. 30 p. .
- [Yaron ()] *Successful Rural Finance Institutions*, J Yaron . 1992. Washington, D.C. 150. (The World Bank, Discussion Paper)
- [Cornée ()] « *Analyse de la convergence entre performances financières et performances sociales: application de la méthode Data Envelopment Analysis sur 18 institutions de microfinance péruviennes*, S Cornée . 2006. France. p. 101. Mémoire Master Recherche, Centre de recherche en économie et Management, IGR-IAE, Université de Rennes 1
- [Mondjelinwa ()] « *Ciblage des Pauvres et Rentabilité Financière dans les Institutions de Microfinance au Cameroun : Complémentarité ou Incompatibilité ?*, D Mondjelinwa . Disponiblesur: www.trustafrica.org/icbe 2013. 2013. (Rapport de Recherche du FR-CIEA)
- [Stiglitz and Weiss ()] '« Credit Rationing in Markets with Imperfect Information'. J E Stiglitz , A Weiss . *American Economic Review* 1981. 71 (3) p. .
- [Afonso and Aubyn ()] '« Cross-country efficiency of secondary education provision: a semiparametric analysis with non-discretionary inputs'. A Afonso , M Aubyn . *Economic Modelling* 2006. 23 p. .
- [Soulama ()] « *Efficacité technique et inefficience à l'échelle des Institutions de Microfinance au Burkina Faso* », *Journées Internationales de Micro-intermédiation; 13 et 14 mars*, S Soulama . 2008. 2008. (Laboratoire d'Economie d'Orléans, UMR CNRS 6221)
- [« Enquête sur l'évolution de l'activité de la microfinance dans la CEMAC COBAC ()] '« Enquête sur l'évolution de l'activité de la microfinance dans la CEMAC'. COBAC 2008. (Statistiques arrêtées au 31 décembre)
- [Djeuda ()] '« La mesure de l'économie d'échelle des établissements de microfinance: cas des MC 2 de la province de l'Ouest'. R Djeuda , F , Heidhues . *Conference on International Agricultural Research for Development*, (Stuttgart -Hohenheim) 2005. p. .
- [Nzongang ()] « *La mesure de la performance des établissements de microfinance (EMF) au Cameroun: Une application combinée DEA et multicritères au cas du réseau des Mutuelles Communautaires de Croissance (MC²)* », *La revue des Sciences de Gestion*, J Nzongang . 2011. p. .
- [Nzongang and Kamdem ()] « *La problématique de l'efficience des institutions de micro-finance*, J Nzongang , D Kamdem . 2013. (IMF) : le cas du réseau des mutuelles communautaires de croissance (MC²) au
- [« Recueil des textes relatifs à l'exercice des activités de microfinance », Secrétariat Général COBAC ()] '« Recueil des textes relatifs à l'exercice des activités de microfinance », Secrétariat Général'. COBAC 2002. (Département Microfinance)

9 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

- 265 [Gutiérrez-Nieto et al. (2006)] '« Social efficiency in microfinance institutions'. B Gutiérrez-Nieto , C Serrano-
266 Cinca , C Mar-Molinero . *Working Paper Series* 2006. June. Kent Bussiness School. (Working Paper n°93)
- 267 [Cornée ()] « *Une proposition d'évaluation conjointe des performances sociales et financières en microfinance*, S
268 Cornée . 2007. (Document de Travail SPI 3, CERISE)
- 269 [Gutiérrez-Nieto and Serrano-Cinca ()] «*Factors explaining the rating of microfinance institutions, Nonprofit*
270 *and voluntary sector quarterly*, B Gutiérrez-Nieto , C Serrano-Cinca . [http://nvs.sagepub.com/cgi/](http://nvs.sagepub.com/cgi/content/abstract/36/3/439)
271 [content/abstract/36/3/439](http://nvs.sagepub.com/cgi/content/abstract/36/3/439) 2007. 2007. 36 p. .